

Chambre des Représentants

Kamer der Volksvertegenwoordigers

1^{er} MARS 1951.

PROJET DE LOI

sur la milice, le recrutement et les obligations
de service.

AMENDEMENTS
PRESENTES PAR LE GOUVERNEMENT
AU TEXTE
PROPOSE PAR LA COMMISSION.

Art. 10.

Au § 2, 1^o, 5^e alinéa, remplacer le membre de phrase :

« le montant des revenus professionnels déclarés à la
taxe professionnelle sous déduction de quinze pour cent »;

par :

« le montant des revenus professionnels *imposables* à la
taxe professionnelle ».

JUSTIFICATION.

A la suite de demandes d'explication formulées en Commission sur la portée exacte de ce texte qui se réfère à la législation en matière d'impôts sur les revenus, il est apparu qu'il était de nature à créer une certaine confusion.

S'agit-il du revenu brut, le montant des revenus pourra être plus élevé que d'après le mode de calcul prévu par la loi en vigueur qui permet de déduire du montant brut des traitements, salaires et pensions 25 % jusque 36.000 francs et 19 % au delà de 36.000 francs.

S'agit-il du revenu net, alors il y aura au contraire un cumul de déductions puisque le montant des revenus aura dû, préalablement, être diminué des charges professionnelles, avant d'être passible de la déduction de 15 %.

Le texte nouveau qui est proposé prend pour base le revenu professionnel *imposable* à la taxe professionnelle.

Pour les appointés et les salariés, le revenu professionnel imposable à la taxe professionnelle est constitué par le revenu brut diminué du cinquième pour couvrir forfaitairement les charges professionnelles.

Pour les commerçants, industriels, agriculteurs, titulaires de professions libérales, le revenu professionnel imposable à la taxe professionnelle est constitué par le revenu brut diminué des charges professionnelles réelles.

Voir :

98 : Projet de loi.
144, 151, 155, 170, 186, 192, 196, 221, 229, 249, 253, 257 et 259 :
Amendements.
301 : Rapport.
306, 316 et 321 : Amendements.

1 MAART 1951.

ONTWERP

van dienstplichtwet.

AMENDEMENTEN
VOORGESTELD DOOR DE REGERING
OP DE TEKST
VOORGESTELD DOOR DE COMMISSIE.

Art. 10.

In § 2, 1^o, 5^e lid het zinsgedeelte :

« het bedrag van de voor de bedrijfsbelasting aangegeven bedrijfsinkomsten na aftrek van vijftien ten honderd ».

vervangen door :

« het bedrag *der in de bedrijfsbelasting belastbare* bedrijfsinkomsten ».

TOELICHTING.

Naar aanleiding van de in de Commissie gevraagde uitleg omtrent de juiste betekenis van die tekst, welke verband houdt met de wetgeving op de inkomstenbelasting, is gebleken dat hij kon verwarring stichten.

Worden de bruto-inkomsten bedoeld, zo kan het bedrag der inkomsten groter zijn dan indien het berekend werd overeenkomstig de thans vigerende wet, welke toelaat van het bruto-bedrag der wedden, lonen en pensioenen 25 % in mindering te brengen tot 36.000 frank en 19 % boven 36.000 frank.

Worden de netto-inkomsten bedoeld, zo ontstaat een cumulatie van verminderingen, vermits van het bedrag der inkomsten eerst de bedrijfskosten moeten afgetrokken worden, vooraleer het met 15 % kan worden verminderd.

De nieuwe voorgestelde tekst vertrekt van het bedrijfsinkomen dat in de bedrijfsbelasting *belastbaar* is.

Voor de loon- en weddetrekkenden is het in de bedrijfsbelasting belastbaar inkomen, hun bruto-inkomen verminderd met één vijfde wegens forfaitaire bedrijfskosten.

Voor de handelaars, nijveraars, landbouwers en de vrije beroepen is het in de bedrijfsbelasting belastbaar inkomen, hun bruto-inkomen verminderd met de werkelijke bedrijfskosten.

Zie :

98 : Wetsontwerp.
144, 151, 155, 170, 186, 192, 196, 221, 229, 249, 253, 257 en 259 :
Amendementen.
301 : Verslag.
306, 316 en 321 : Amendementen.

G.

Ce texte ne peut donner lieu à des interprétations divergentes et sera appliqué sans difficultés par les conseils de milice qui ont parmi leurs membres un directeur, inspecteur ou contrôleur des contributions.

Art. 15.

Au § 1^{er}, 3^e, supprimer les deux derniers alinéas.

JUSTIFICATION.

Ces deux alinéas, ajoutés au texte comme suite à un amendement adopté par la commission, constituent une contradiction flagrante avec le principe même de l'exclusion.

Après avoir posé le principe que certains miliciens sont exclus du service militaire, c'est-à-dire qu'il leur est interdit de faire partie de l'armée, l'article amendé continue en spécifiant que ces militaires exclus sont cependant soumis aux obligations militaires et affectés à une unité spéciale.

C'est donc la décision d'exclusion du service militaire prononcée par la juridiction compétente qui aura pour effet de faire acquérir la qualité de militaire aux exclus sans que les intéressés doivent, comme les autres miliciens, subir l'examen médical d'aptitude au service.

En réalité les deux alinéas dont la suppression est proposée constituent la condamnation du principe même de l'exclusion et cette condamnation, si elle était admise, devrait entraîner la suppression radicale de tout l'article 15.

Il importe de remarquer, cependant, que la suppression de l'exclusion n'est pas de nature à modifier le système répressif qui est totalement étranger à l'objet de la loi de milice.

Tant que le Code pénal et le Code pénal militaire n'auront pas été modifiés, les miliciens condamnés à l'interdiction du droit de servir dans l'armée, par application de l'article 31, 6^e, du Code pénal, déchus de ce droit par application de la loi du 14 juin 1948 relative à l'épuration civique, ou condamnés à la dégradation militaire qui entraîne, conformément à l'article 5 du Code pénal militaire l'incapacité de servir dans l'armée à quelque titre que ce soit ne pourront pas, en vertu de la législation pénale elle-même, et en exécution des arrêts, jugements et décisions en la matière être incorporés dans l'armée, même dans des unités spéciales.

La modification de la législation pénale en cette matière consacrerait le principe que le service militaire ne constitue plus un droit politique.

Quant au renvoi de l'armée, il deviendrait inopérant, les intéressés redevenant aussitôt militaires.

En réalité, le texte en question constitue un renversement complet du principe que le service militaire constitue un droit politique dont doivent être privés ceux qui sont flétris par une condamnation grave.

Ce principe le législateur y est resté fidèle depuis la révolution française jusque, tout récemment, dans la loi du 14 juin 1948 relative à l'épuration civique.

Il n'existe aucun motif plausible de renverser ce grand principe traditionnel consacré par la législation militaire et par la législation pénale et de faire perdre au service militaire son caractère de droit politique.

Dans un autre ordre d'idées, le texte dont la suppression est proposée tend au rétablissement d'unités analogues aux anciennes compagnies de correction et de discipline qui ont donné lieu à tant de critiques et que le législateur a supprimées par la loi du 24 juillet 1923.

L'incorporation dans une compagnie de correction était une peine prévue par le code pénal militaire; elle a été remplacée par l'emprisonnement militaire en vertu de la loi précitée du 24 juillet 1923.

L'incorporation dans une compagnie de discipline était une mesure de répression disciplinaire prévue par le règlement de discipline.

Dans l'un comme dans l'autre cas, on y incorporait des militaires condamnés ou de mauvaise conduite qui restaient militaires et qui n'en étaient pas encore arrivés au point où l'on est exclu du service ou renvoyé de l'armée.

Pendant la guerre de 1914-1918, certains miliciens qui avaient été exclus ont également été incorporés dans des unités spéciales, mais c'est en supprimant l'exclusion dont ils avaient fait l'objet, non en disposant que les exclus sont militaires, que ce résultat a été obtenu.

Les unités spéciales, comme les compagnies de correction et de discipline, que le texte en question tend à rétablir pour les exclus, ont donné lieu aux plus sérieuses critiques par les conséquences néfastes de la vie en commun de tous ces éléments tarés et peu intéressants, en faisant un milieu de désordre, d'immoralité et de corruption. Il suffit de s'en référer à cet égard aux travaux préparatoires de la loi du 24 juillet 1923.

Die tekst kan niet op verschillende wijzen worden uitgelegd; de militieraden, waarvan een directeur, inspecteur of controleur der belastingen deel uitmaakt, zullen hem zonder moeilijkheden kunnen toepassen.

Art. 15.

De laatste twee leden van § 1, 3^e, weglaten.

TOELICHTING.

Die twee leden, welke in de tekst zijn ingevoegd geworden naar aanleiding van een door de Commissie aangenomen amendement, zijn in flagrante tegenspraak met het beginsel der uitsluiting zelf.

Na als beginsel te hebben gesteld dat sommige dienstplichtigen van de militaire dienst worden uitgesloten d.w.z. dat het hun verboden is van het leger deel uit te maken; bepaalt het geamendeerd artikel nader dat die uitgesloten militairen nochtans dienstplichtig zijn en bij een bijzondere eenheid ingedeeld worden.

Het is dus de door het ten deze bevoegde rechtcollege uitgesproken uitsluiting van de militaire dienst, welke tot gevolg heeft dat de uitgesloten de hoedanigheid van militaire verkrijgen, zonder dat zij, zoals de andere dienstplichtigen, moeten gekeurd worden.

De twee leden, waarvan de schrapping wordt voorgesteld, vernietigen feitelijk het beginsel zelf der uitsluiting en die vernietiging zou, indien ze aangenomen werd, de radicale opheffing van gans artikel 15 tot gevolg moeten hebben.

Er moet nochtans opgemerkt worden dat de opheffing van de uitsluiting niet van dien aard is, dat zij het strafstelsel, hetwelk totaal buiten de dienstplichtwet staat, wijzigt.

Zolang het Strafwetboek en het Militair Strafwetboek niet gewijzigd zijn, kunnen de dienstplichtigen, die ontzet zijn van het recht om in het leger te dienen bij toepassing van artikel 31, 6^e van het Strafwetboek, die van dat recht zijn vervallen verklaard bij toepassing der wet van 14 juni 1948 betreffende de epuratie in zake burgertrouw; of die tot militaire degradatie zijn veroordeeld waaruit overeenkomstig artikel 5 van het militair Strafwetboek de onbekwaamheid volgt om, hoe ook, in het leger te dienen, ingevolge de strafwetgeving zelf en in uitvoering van de ten deze geldende arresten, vonnissen en beslissingen, niet in het leger worden ingelijfd, ook niet in bijzondere onderdelen.

Bij wijziging op dat stuk van de strafwetgeving zou het beginsel worden gehuldigd dat de militaire dienst geen politiek recht meer is.

Wat de wegzending uit het leger betreft, deze zou haar uitwerking verliezen doordien de betrokkenen onmiddellijk opnieuw militair worden.

In feite is die tekst een volledige miskenning van het beginsel dat de militaire dienst een politiek recht is, waarvan zij, die een zware veroordeling hebben opgelopen, dienen beroofd te worden.

Dat beginsel heeft de wetgever vanaf de Franse Revolutie tot voor korte tijd in de wet nl. van 14 juni 1948 betreffende de epuratie inzake burgertrouw, gehuldigd.

Er bestaat geen enkele aannemelijke reden om dat grote traditionele beginsel, gehuldigd zowel in de militaire- als in de strafwetgeving, prijs te geven en de militaire dienst zijn karakter van politiek recht te doen verliezen.

Anders beschouwd strekt die tekst, waarvan de opheffing wordt voorgesteld tot wederinstelling van onderdelen als de vroegere straf- en tuchtcompagnieën, die zozeer becritiseerd werden en die de wetgever bij de wet van 24 juli 1923 heeft afgeschaft.

De inlijving bij een strafcompagnie was een straf, die in het militair strafwetboek voorzien was; zij is krachtens bovenvermelde wet van 24 juli 1923 door de militaire gevangenisstraf vervangen geworden.

De inlijving bij een tuchtcompagnie was een in het tuchtreglement voorziene tuchtstraf.

In beide gevallen werden daarin opgenomen, veroordeelde of zich slecht gedragende militairen, die militair bleven en die nog niet zo ver gekomen waren dat ze van de dienst werden uitgesloten of uit het leger weggezonden.

Tijdens de oorlog 1914-1918 werden zekere dienstplichtigen die uitgesloten waren, eveneens ingedeeld in bijzondere onderdelen, maar zulks bij wege van afschaffing van de uitsluiting, waarmee ze gestraft waren en niet op grond van een beschikking dat de uitgesloten militairen waren.

De bijzondere onderdelen zoals de straf- en tuchtcompagnieën, die de bewuste tekst voor de uitgesloten terug wil invoeren, hebben tot zeer ernstige kritiek aanleiding gegeven wegens de noodlottige gevolgen van het gemeenschappelijk leven van al die erbelaste en weinig interessante individuen die een milieu van wanorde, onzedelijkheid en corruptie vormden. Ten deze volstaat het te verwijzen naar de voorbereidende werkzaamheden der wet van 24 juli 1923.

Art. 24.

Ajouter au § 2 un deuxième alinéa ainsi conçu :

Le délai d'un mois est porté à deux mois si le demandeur réside à l'étranger, en dehors des territoires énumérés à l'article 47, § 1^{er}, 2^e alinéa, et à trois mois s'il réside hors d'Europe.

JUSTIFICATION.

Il faut tenir compte de la situation de fait des miliciens résidant à l'étranger qui, même s'ils ont un répondant en Belgique, sont plus difficilement atteints par les publications faites en Belgique.

Art. 25.

Ajouter un § 7 ainsi conçu :

§. 7. — Lorsque les besoins du service l'exigent, le Ministre de l'Intérieur peut diviser le conseil en plusieurs chambres.

Dans ce cas, le président détermine la composition des chambres en faisant appel aux suppléants, règle les remplacements en cas d'empêchement et répartit les affaires. Le Gouverneur désigne le secrétaire rapporteur de chaque chambre.

JUSTIFICATION.

Tant que le conseil de milice ne doit examiner que les demandes de dispenses et de sursis extraordinaires, la division en plusieurs chambres ne s'impose pas.

Mais si le conseil devait être amené à examiner toutes les demandes de sursis, leur nombre étant jugé trop élevé, les neuf conseils de milice ne seraient pas à même de statuer, en temps utile, sur 35.000 demandes et plus, inégalement réparties entre les provinces et devraient constituer de véritables chambres temporaires avec les suppléants.

En l'absence d'un texte explicite, la régularité de la constitution de ces chambres où les suppléants siègeront en réalité comme s'ils étaient titulaires, et non pour remplacer un titulaire, pourrait être contestée.

Art. 30.

Ajouter un § 5 ainsi conçu :

§ 5. — Lorsque les besoins du service l'exigent, le Ministre de l'Intérieur peut diviser le conseil en plusieurs chambres.

Dans ce cas, le président détermine la composition des chambres en faisant appel aux suppléants, règle les remplacements en cas d'empêchement et répartit les affaires. Le Ministre de l'Intérieur désigne le secrétaire-rapporteur de chaque chambre.

JUSTIFICATION.

La même que celle de l'amendement proposé à l'article 25 ci-avant.

Art. 39.

Ajouter un § 8 ainsi conçu :

§ 8. — Lorsque les besoins du service l'exigent, le Ministre de l'Intérieur peut diviser le conseil en plusieurs chambres.

Dans ce cas, le président détermine la composition des chambres en faisant appel aux suppléants, règle les remplacements en cas d'empêchement et répartit les affaires. Le médecin civil et le secrétaire rapporteur de chaque chambre sont désignés comme il est dit aux §§ 4 et 5.

Art. 24.

Aan § 2 een tweede lid toevoegen luidend als volgt :

De termijn van een maand wordt op twee maanden gebracht zo de aanvrager in het buitenland, buiten de in artikel 47, § 1, lid 2, opgesomde gebieden verblijft en op drie maanden zo hij buiten Europa verblijft.

TOELICHTING.

Er dient rekening gehouden met de feitelijke toestand van de in het buitenland verblijfhoudende dienstplichtigen, welke, zelfs zo ze een borg in België hebben, moeilijker van de in België gedane openbaarmakingen kennis krijgen.

Art. 25.

Een § 7 luidend als volgt toevoegen :

§ 7. — Zo de dienstbehoeften zulks vereisen kan de Minister van Binnenlandse Zaken de raad in meerdere kamers indelen.

Alsdan bepaalt de voorzitter de samenstelling van de kamers door een beroep te doen op de plaatsvervangende leden, regelt hij de plaatsvervangende bij verhindering en verdeelt de zaken. De gouverneur wijst de secretaris-verslaggever van iedere kamer aan.

TOELICHTING.

Zolang de militieraad slechts de aanvragen om vrijlating en buitengewoon uitstel moet onderzoeken, is een indeling in meerdere kamers niet geboden.

Doch zo de raad alle aanvragen om uitstel moet onderzoeken doordien het aantal te hoog wordt geacht, zouden de negen militieraden niet in staat zijn te bekwamer tijd op 35.000 aanvragen en meer, die dan nog ongelijk over de provinciën zijn verdeeld, te beschikken en zouden zij echter tijdelijke kamers met plaatsvervangers moeten instellen.

Bij ontstentenis van een uitdrukkelijke tekst zou de regelmatigheid van de instelling van die kamers, waarin de plaatsvervangers werkelijk als gewone leden zetelen en niet als plaatsvervangende leden betwist kunnen worden.

Art. 30.

Een § 5 luidend als volgt toevoegen :

§ 5. — Zo de dienstbehoeften zulks vereisen, kan de Minister van Binnenlandse Zaken de raad in meerdere kamers indelen.

Alsdan bepaalt de voorzitter de samenstelling van de kamers door een beroep te doen op de plaatsvervangende leden, regelt hij de plaatsvervangende bij verhindering en verdeelt de zaken. De Minister van Binnenlandse Zaken wijst de secretaris-verslaggever van iedere kamer aan.

TOELICHTING.

Dezelfde als die geldend voor het amendement op bovenstaand artikel 25.

Art. 39.

Een § 8 luidend als volgt toevoegen :

§ 8. — Zo de dienstbehoeften zulks vereisen kan de Minister van Binnenlandse Zaken de raad in meerdere kamers indelen.

Alsdan bepaalt de voorzitter de samenstelling van de kamers door een beroep te doen op de plaatsvervangende leden, regelt hij de plaatsvervangende bij verhindering en verdeelt de zaken. De burgemeester en de secretaris-verslaggever van iedere kamer worden aangewezen zoals in de §§ 4 en 5 is gezegd.

JUSTIFICATION.

Le fait que le conseil de revision seul prononcera l'exemption du service militaire augmentera considérablement le nombre des examens auxquels il devra procéder. Dans ces conditions, la division en chambres de tous ou certains conseils de révision devient une nécessité.

Art. 102.

1) Au § 2, remplacer :

« Celui qui a obtenu le sursis »

par :

« Celui qui bénéficie du sursis ».

2) Au § 4, remplacer :

« Celui qui a été placé en sursis d'appel ».

par :

« Celui qui est en sursis d'appel ».

JUSTIFICATION.

La modification proposée tend à éviter toute contestation sur la portée de ces dispositions qui visent le passage du régime de la loi abrogée au régime de la loi nouvelle de ceux qui, au moment de l'entrée en vigueur de cette dernière, se trouvent dans la situation de milice résultant de l'octroi du premier ou du deuxième sursis exceptionnel spécial prévu à l'article 12 de la loi abrogée ou du sursis d'appel prévu à l'arrêté-loi du 14 avril 1945 et non ceux qui, s'étant trouvés antérieurement dans une de ces situations, ont déjà acquis une autre situation de milice (désignation pour le service, ajournement, exemption, etc.).

Art. 105bis.

Ajouter au chapitre X, section III, un article 105bis nouveau ainsi conçu :

« Les dispositions relatives à la durée du terme de service actif sont applicables à partir de la classe de 1950. »

JUSTIFICATION.

La loi nouvelle saisit tous les miliciens dans la situation où ils se trouvent au moment de son entrée en vigueur et les régit pour l'avenir.

Mais à ce moment de nombreux miliciens de la classe de 1950 auront achevé le terme de service actif prévu par la loi abrogée et l'on pourrait contester que, dès lors, le terme du service prévu par la loi nouvelle peut leur être imposé.

Si la question fait l'objet de l'article 2 du projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif, il y a lieu de remarquer que cet article 2 est conçu sous la forme d'une modification de l'article 52, litt. b), d'une loi qui va être abrogée et que cet article 52 cessera dès lors d'exister.

L'amendement tend à éviter toute contestation sur le moment où se fait la transition, en cette matière, du régime antérieur au régime nouveau :

Le Ministre de l'Intérieur,

TOELICHTING.

Daar alleen de herkeuringsraad op de vrijstelling van de militaire dienst beschikt, zal het aantal te verrichten keuringen aanzienlijk toenemen. Derhalve is een indeling in kamers van alle of van zekere herkeuringsraden vereist.

Art. 102.

1) In § 2 de woorden :

« Hij, die een uitzonderingsuitstel ... heeft bekomen »

vervangen door :

« Hij, die een uitzonderingsuitstel ... heeft genoten ».

2) In § 4 de woorden :

« Hij die oproepingsuitstel heeft bekomen »

vervangen door :

« Hij, die met oproepingsuitstel is ».

TOELICHTING.

De voorgestelde wijziging heeft ten doel elke betwisting te voorkomen omtrent de draagwijdte van deze bepalingen, tot regeling van de overgang van het stelsel der opgeheven wet naar dat der nieuwe wet van hen, die bij het inwerkingtreden van laatstbedoelde wet in de miltiestand verkeren die voortvloeit uit het verlenen van het eerste of tweede uitzonderingsuitstel of speciaal uitzonderingsuitstel, voorzien in artikel 12 der opgeheven wet, of van het oproepingsuitstel, voorzien bij de besluitwet van 14 April 1945 en niet van hen, die zich vroeger in één van die standen bevonden, doch reeds een andere militiestand hebben verkregen (aanwijzing voor de dienst, tijdelijke ongeschiktverklaring, vrijstelling, enz.).

Art. 105bis.

Aan hoofdstuk X, afdeling III, een als volgt luidend nieuw artikel 105bis toevoegen :

« De bepalingen betreffende de duur van de werkelijke-diensttijd zijn van toepassing te beginnen met de klasse 1950 ».

TOELICHTING.

De nieuwe wet slaat op alle dienstplichtigen in de stand waarin zij zich bij haar inwerkingtreding bevinden en zal hen ook in de toekomst beheersen.

Maar op dat ogenblik zullen talrijke dienstplichtigen van de klasse 1950 de bij de opgeheven wet voorziene werkelijke-diensttijd volbracht hebben en derhalve zou het hun opleggen van de bij de nieuwe wet voorziene diensttijd kunnen betwist worden.

Zo die kwestie behandeld wordt in artikel 2 van het ontwerp van wet betreffende de samenstelling van sommige militielichtingen en de werkelijke-diensttijd, dient toch opgemerkt dat dit artikel 2 opgevat is als een wijziging van artikel 52, litt. b, van een wet die gaat opgeheven worden en dat bewust artikel 52 derhalve zal ophouden te bestaan.

Het amendement heeft ten doel elke betwisting op dit stuk omtrent het ogenblik van de overgang van het vroegere naar het nieuwe stelsel, te voorkomen.

De Minister van Binnenlandse Zaken,

M. BRASSEUR.